



ASIE/INDE - 40 attacchi antichrétiens au Karnataka depuis le début de l'année, 222 en trois ans

New Delhi (Agence Fides) – Le nombre des attaques antichrétiennes enregistrées en 2013 dans l'Etat indien du Karnataka est de 40, alors que sur les trois dernières années, il s'établit à 222. C'est ce qui ressort d'un rapport envoyé à l'Agence Fides par le Conseil global des chrétiens indiens (GCIC) qui a signalé la situation au Ministère de l'Intérieur fédéral indien. Le climat d'intolérance croissante promu par des groupes extrémistes hindous envers des groupes religieux minoritaires au Karnataka « est ignoré par le gouvernement de l'Etat et par le gouvernement fédéral » affirme le rapport en remarquant que « aucune mesure visant à freiner les auteurs de telles violences en garantissant des punitions adaptées n'a été prise ».

De même, le Conseil critique « l'usage excessif de la force de la part de la police à l'occasion de manifestations des minorités religieuses, qui protestent légitimement contre cet état de fait » affirmant que « la police n'est pas impartiale » et qu'elle s'est montrée « incapable de protéger la vie et les biens des minorités chrétiennes ».

L'image du Karnataka en tant que « Etat amant de la paix », remarque le document parvenu à Fides, a été gravement remise en cause par les nombreuses attaques et incidents antichrétiens qui se sont vérifiés dans un passé récent. C'est pourquoi le rapport invite le Ministère de l'Intérieur à « garantir les contrôles et restrictions nécessaires de manière à freiner l'action d'éléments antisociaux qui menacent le tissu d'une société tolérante et libre ». Il demande en outre au gouvernement de « préserver la sacralité de la loi et de la justice, en particulier dans les situations où des communautés religieuses majoritaires mettent en danger les garanties constitutionnelles reconnues aux minorités ».

Les auteurs des attaques semblent se concentrer – note le texte – dans les périphéries urbaines et dans les villages situés dans des zones reculées, qui échappent plus facilement au contrôle de l'Etat. Là, « il est facile d'inciter les personnes à fomenter des tensions à cause du laxisme de la police et du manque de conscience générale de la population ». (PA) (Agence Fides 26/10/2013)